

Responsabilité des peuples?

par René LEFEUVRE

EN dehors de ceux qui ont intérêt à l'oublier, chacun se souvient de quelle façon, fin août 1939, Staline opéra un de ces tournants dont il est coutumier. Il conclut avec Hitler un accord commercial, prélude du traité politique qui laissa au Führer les mains libres pour l'agression de la Pologne. Moyennant ristourne d'une fraction de ce pays — car il n'est de bonnes affaires que celles qui rapportent aux deux parties — fut permise la glorieuse opération qui déclancha la guerre mondiale.

Il y eut, un peu plus tard, l'agression « défensive » contre la Finlande; puis l'occupation des pays Baltes, le retour « volontaire » de la Bessarabie. A quelques détails près, avec des délais plus ou moins longs, ces régions connurent le pillage organisé, les déportations massives frappant les classes moyennes avec dispersion des familles, le tout assaisonné de violences, de viols et de tout ce qui peut réduire à la honte et au désespoir une élite civilisée. Les éléments libéraux ne furent pas seuls liquidés. Nos camarades socialistes eurent partout l'honneur d'être les premières victimes : Alter et Erlich, héroïques combattants du socialisme polonais en sont le plus accablant témoignage. Le massacre des militants ouvriers qui fut le plus systématiquement poursuivi et n'épargna pas les communistes eux-mêmes.

Le silence pèse sur ces crimes. L'U.R.S.S. a pu annexer d'immenses territoires et le monde se tait. L'arrogance des thuriféraires appointés soutient la foi des laudateurs bêtards ou complices. Rien n'entame ces cerveaux cuirassés : Le massacre des vieux bolcheviks et de la génération révolutionnaire est présenté comme la liquidation d'une cinquième colonne. L'agressivité menaçante de la politique extérieure soviétique est acclamée comme preuve de force, ses subites défaillances devant le raidissement adverse, comme volonté de paix.

Peut-on, comme certains le voudraient, en vertu de leurs principes, impliquer le peuple russe dans une responsabilité collective ? Nous ne le pensons pas. Certes, tout comme de nombreux allemands se firent les exécuteurs dociles et parfois satisfaits des volontés les plus odieuses de leurs chefs, de nombreux soldats russes ont volé, violé, assassiné. Mais qui donc, à part quelques militaristes abrutis, ose encore prétendre que la guerre ne déchaîne pas en l'homme les instincts les plus bas ? (1). D'autres incriminent d'un ton prêchier, la « nature humaine », le « communisme » ou la « barbarie des moujiks ». Et là nous ne pouvons mieux faire que de remarquer, avec Victor Serge, que certains intellectuels mettent une singulière complaisance à fournir aux masses bornées du parti totalitaire une dialectique ambiguë :

« Un chrétien écrit par exemple : « ... le communisme est jeune et n'a pas des siècles d'existence derrière lui ; il ne faut pas s'étonner que ses débuts soient sanglants... », etc. (Martin Brionne, *Espirit*, 1^{er} mai 1946, p. 699). Mais est-ce bien le communisme, Monsieur ? A quoi le reconnaissez-vous ? Ne serait-ce pas le contraire, par hasard ? Il y a dans les Evangiles un certain communisme ; il y en a un autre dans l'œuvre de Marx et de ses continuateurs... Lequel reconnaissez-vous et à quel signe ? Donnez des siècles à n'importe quel régime d'écrasement de l'homme et il changera, bien sûr. Le nazisme aussi, quelques siècles aidant, eût vraisemblablement changé. En doutez-vous ? Le même publiciste écrit encore que « le tempérament slave ne s'est jamais accom-

modé de mesure ». Sous leur camisole de force, le tempérament slave, « l'âme slave » ont bon dos... Comme si, en quatre ans d'occupation nazie, la France, pays de la mesure, du penser cartésien, de Montaigne et de Jaurès, n'avait pas produit des S.S., des miliciens, des camps de concentration et des antisémites en nombre suffisant pour un bon commencement d'enfer social ! Ne faudrait-il pas néanmoins de sombres imbéciles pour en inculper le « tempérament français » ? La France authentique, celle des quarante millions d'hommes moyens, bienveillants et sensés, fut-elle jamais en question, si ce n'est en tant que victime d'une machinerie totalitaire ? M. Brionne écrit encore : « Adhérer au communisme, pour un Français, ce n'est pas entériner ou souhaiter les actes de barbarie des moujiks dont nos prisonniers de l'Est nous ont fait le récit. C'est accepter les positions fondamentales des grands théoriciens marxistes... ». On s'émerveille de trouver en si peu de lignes tant de confusions et d'erreurs...

« ... La confusion du socialisme et du communisme à une époque où les deux doctrines s'opposent, l'une défendant l'homme et l'autre l'annihilant, ne peut avoir qu'une justification spéciale dans la sémantique ; elle est malhonnête puisqu'elle tend à dissimuler des incompatibilités fondamentales ; elle est néfaste puisqu'elle feint de prendre la fausse monnaie totalitaire pour du bon or frappé selon le *Manifeste Communiste* de Marx-Engels. L'allusion à la « barbarie des moujiks » m'est pénible à considérer, car je connais, j'aime le paysan russe, frère de tous les paysans du monde et pas plus méchant qu'eux... Un vrai grand chrétien, mais antitotalitaire à fond, celui-là, bien que le mot n'existât point à son époque (le mot « despotisme » lui suffisait), Léon Tolstoy, vivant parmi les moujiks, eut d'eux une autre opinion et sensiblement meilleure. M. Brionne ne s'est pas demandé par quelles écoles ils ont passé, les moujiks devenus parfois cruels comme tant d'autres Européens moins misérables. Quelles famines, quelles contraintes, quel dressage à la barbarie organisée, à la pensée asservie, ils ont subi, ils subissent ! (2) »

Le culte de la force d'où naît la tendance à la servilité si fréquente chez les intellectuels, est trop dangereux pour que nous ne nous fassions pas un devoir de le dénoncer surtout lorsqu'il est au service des formes les plus dégradantes de l'oppression humaine. Nous savons également fort bien ce qui se cache derrière l'anti-communisme de certains : la volonté de discréditer la grande aspiration des masses à la justice sociale en confondant intentionnellement le socialisme avec le totalitarisme qui en est la négation.

Le Stalinisme comme tous les totalitarismes repose sur le mépris des individus et des masses considérés comme instruments des volontés supérieures de l'Etat, du parti, de l'église ou de la race... Dans la course folle à l'abîme où risque de sombrer la civilisation, l'exaltation des idéaux les plus respectables lui sert d'appât et de masque. Il a fait de la Russie un baignoire et le baignoire n'a jamais passé pour un milieu favorable à l'éclosion morale de cette tendresse humaine dont le peuple russe

(1) Le jour même de mon retour de captivité dans ma bourgade natale, une femme me raconta que son petit-fils, héros des campagnes d'Italie et d'Allemagne, avait un jour « descendu » le paysan allemand qui lui refusait un mouton. Mon visage dut refléter mes sentiments, car cette personne devia la conversation qu'elle poursuivait avec mon père pendant que la voix angélique du neveu de l'assassin continuait : « Mais grand'mère, tu ne dis pas qu'il a aussi « zigouillé » la mère et la petite fille... »

(2) Extrait de l'introduction à la nouvelle brochure de Victor Serge : *Le Nouvel Impérialisme russe*. Les cahiers de Spartacus (25 francs, franco 28 francs).

CONVENTIONS

DANS la confusion des fins de session parlementaire, il est habituel de faire passer le meilleur et le pire, pratiquement sans débat, et souvent à l'unanimité. Ce n'est certainement pas dans la première catégorie que se range la loi du 23 décembre sur les Conventions collectives.

Retenue ailleurs, l'opinion ouvrière a peu réagi. Elle va, à l'usage, se faire une opinion précise de la loi la plus dangereuse que comporte jusqu'ici notre législation.

Le point le plus saillant en est certes la fixation par voie d'autorité, non seulement des salaires mais encore des clauses accessoires de rémunération. Avec quelque hypocrisie, la loi évoque « les conditions de détermination des salaires maxima moyens servant à la détermination des prix ». Qu'on ne s'y trompe pas : le maximum moyen sera effectivement appliqué. Il nous a été déjà signalé des procès-verbaux dressés contre des patrons de la nouveauté coupables de ce crime affreux : payer trop leurs salariés.

Mais la dictature bureaucratique va plus loin dans sa hardiesse. C'est ainsi que les conventions collectives ne sont applicables, même entre les parties qui les ont librement discutées, que moyennant l'agrément du ministre du travail. Et il ne s'agit plus là des clauses de salaires, mais des conditions accessoires, dont on connaît d'ailleurs toute l'importance pratique. Il était jusqu'ici sans exemple dans la législation française qu'un contrat librement débattu et accepté ne soit valable qu'après décision conforme de l'Etat, alors qu'il ne s'agit pas de prix, et que ce contrat n'est en contradiction ni avec les lois, ni avec la moralité.

On nous dira bien que le Ministre du Travail, qui agré, est traditionnellement un « homme de gauche » ? Raison de plus pour nous méfier. Un homme de droite, plus sévèrement contrôlé, n'aurait pu faire avaler les dispositions anti-ouvrières que nous avons connues dans un proche passé.

Et d'ailleurs, une clause ultérieure précise que « le ministre peut exclure de son agrément certaines dispositions ».

Cette clause paraîtra spécialement dangereuse aux militants avertis, qui savent bien que, lors de la discussion, on réserve de part et d'autre un certain nombre de dispositions, et qu'en fin de

est naturellement doué mais que vicie le ressentiment propre aux « humiliés et offensés », surtout s'ils restent inconscients des véritables causes de leurs souffrances.

Isolés, terrorisés, saoullés de propagande, les peuples asservis sont dressés à voir, dans chaque adversaire, le représentant de forces menaçant leur maigre vie. Les instincts sauvages mal jugulés par quelques siècles de civilisation reprennent le dessus, armée et police deviennent les instruments qui commettent les Oradours, les Katyn, les Starobielsky (massacre des officiers et soldats polonais).

Les régimes eux-mêmes, non les individus, sont en cause, la responsabilité de ces derniers se limite à l'acceptation du tyran, à ce que Etienne de la Boétie nommait servitude volontaire et dont découlent comme d'une source empoisonnée, tous les maux de la tyrannie.